

# La réforme fondamentale (suite)

Posté le : 10 avril 2017 09:25 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Crise mondiale, Crise financière, Réforme, Economie et politique

Nous proposons une réforme du système monétaire international en deux temps : d'abord la zone Euro puis l'ensemble du monde. La zone Euro disposant, avec Target, d'un mécanisme centralisateur des balances monétaires entre les pays membres, elle possède immédiatement l'infrastructure pour passer aux actes. Pour le monde, il faut revoir le FMI pour qu'il joue le même rôle de compensation des soldes financiers en unité de compte unifiée internationale. Cela implique que les DTS soient convertis en Unités de comptes internationales effectives, ou que l'on crée une unité de valeur internationalement admise, quelle qu'elle soit, à condition que ce ne soit pas une monnaie nationale.

Rappelons le mécanisme exposé dans notre précédent billet : les soldes sont taxés de façon progressive en fonction de leur ampleur déraisonnable, afin d'éviter le gonflement de la mécanique des doubles spirales de crédits qui entraînent automatiquement des dégâts catastrophiques à plus ou moins court terme. On réduit la spéculation et l'ampleur des mouvements de capitaux à court terme, sans empêcher ou entraver aucune opération individuelle.

Si un pays commence à accumuler les excédents monétaires, ce qui est d'ores et déjà interdit par la légalité internationale, une partie de ses liquidités est confisquée par la communauté, privant son système bancaire et sa banque centrale des avoirs correspondants. Les positions trop excédentaires n'ayant plus d'intérêt ne seront plus recherchées. Réciproquement si les excédents sont réduits, les déficits le sont ipso facto puisque le jeu financier global se fait à somme nulle.

La solution est différente des mécanismes actuels du FMI qui fonctionnent sur la base de dépôts prêtés sous conditions. Il diffère grandement du MES, mécanisme européen de stabilité, qui lui aussi fonctionne à partir d'engagements conditionnels de prêts.

La ponction est automatique et n'exige aucune négociation. Les ressources ainsi dégagées, qui n'ont pas vocation à être permanente, puisqu'on souhaite que les gros déséquilibres disparaissent, sont à réutiliser pour obtenir la plus forte croissance possible, c'est-à-dire pour éviter les déflations, lorsqu'un accident se produit. L'emploi des sommes peut passer par les mécanismes existants aussi bien au MES qu'au FMI.

La solution n'a rien à voir avec la Taxe Tobin qui ne s'inquiétait que de la volatilité des changes du fait des mouvements de capitaux à court terme, dans un système de changes flottants. La taxe Tobin supposait que l'on agisse sur chaque mouvement de fond, indifférencié, pensait que les individus rationnels seraient le moteur de la correction souhaitée. Les États n'avaient rien à faire sinon encaisser. On a vu que les idées de dépenses n'ont pas manqué, puisqu'on lui a affecté la pauvreté, puis l'eau, puis le réchauffement climatique, puis la santé...

Elle n'a rien à voir non plus avec l'étouffement des banques auquel on assiste depuis 2008. Étouffer l'amplificateur a plus d'inconvénients que réduire le débit excessif de la source. Là encore, cela permettrait de mettre en apparence hors-jeu les États en s'appuyant uniquement sur des institutions intermédiaires. Comme pour la taxe Tobin, la mesure étouffe le bon comme le mauvais et la tentative de séparer dans la masse des crédits le bon grain de l'ivraie est largement une illusion.

Il ne faut pas s'attaquer aux flux individuels mais aux stocks résultants de situations de déséquilibre intenable ou inacceptables. Et pour cela actionner le niveau opérationnel : les États. Cela fait maintenant des lustres que nous dénonçons l'idée que seules les banques centrales peuvent agir.

Voir par exemple :

<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2008/7/6/Crise-conomique--les-quatre-erreurs--viter>

<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2008/12/9/Les-certitudes-dans-la-crise-mondiale-2--limpuissance-des-banques-centrales>

Il est assez facile de démontrer qu'une croissance aussi déséquilibrée que celle que l'on connaît depuis 1971 aurait été lissée dans un tel système et qu'au lieu d'une *croissance par substitution*, on aurait connu un rattrapage des pays ruinés par le socialisme par *homothétie imitative*. Nous ne nous retrouverions pas avec une telle tension sur l'emploi dans les anciens pays développés. De même les pays pétroliers auraient été obligés de dépenser leurs excédents par achats à l'étranger au lieu d'accumuler des réserves et de tenter d'acheter le capital étranger.

La question de la transition est assez facile en Europe : plus personne n'accepte le système déflationniste actuel et si on le laisse en l'état, il explosera. Et plutôt vite.

La transition internationale est possible aujourd'hui que les États-Unis prétendent réduire leurs déficits. Croire qu'en tapant sur les pays excédentaires à coups de taxes sur les produits importés de 20 % ils amélioreront leur situation est illusoire et mortel pour la coopération atlantique. Les Russes ont intérêt à la stabilisation du Rouble, et les Chinois du Yuan.

Si l'Europe met en place préalablement le système que nous proposons, elle sera en position de force pour l'étendre.

La solution est la seule bonne et la situation commence à être mûre pour son adoption.

Il serait peut-être temps que l'ensemble de la communauté des économistes européens commence à embrayer. Il y a de la place pour eux dans cette perspective.

Sur la question du nom du système, les réponses sont ouvertes. Il faut rappeler que le mécanisme avait été proposé sous une variante par Keynes dès juillet 1940, à la suite d'une suggestion allemande...

Plan International de Compensation Monétaire, PICOM, en anglais International Monetary Compensation Plan, serait un nom clair pour ce mécanisme.

Reformulons :

- L'Europe doit être en place sans tarder un Plan International de Compensation Monétaire
- The IMF should promote an international Monetary Compensation Plan.

En fait rien n'est plus urgent.

Depuis des lustres, nous avertissons : « attention à la colère des peuples ». L'effondrement des systèmes électoraux des pays du sud de l'Europe, France comprise, comme le montrent les élections présidentielles actuelles qui mènent à une crise institutionnelle et au n'importe quoi économique, est malheureusement le début d'un processus délétère qui peut conduire l'Europe et le monde vers le n'importe quoi généralisé, voire la guerre.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile.